



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau des enquêtes publiques et installations
classées
939/jpr/yl

Arrêté du 11 juillet 2024 portant mise en demeure à la société LIEBHERR Mining Equipment SAS de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Colmar

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, notamment le point 1.4.I de l'annexe 2;
- VU** l'arrêté Préfectoral du 21 février 2020 portant enregistrement de la société LIEBHERR Mining Equipment SAS pour exploiter un établissement logistique à Colmar ;
- VU** le rapport du 14 juin 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, indiquant les suites proposées et délais associés, transmis à l'exploitant par l'Inspection ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 30 mai 2024 et de l'examen des documents associés l'Inspection a pu constater :

- l'absence de prise en compte dans l'état des matières stockées de la présence de batteries et de produits présentant des mentions de danger dans les entrepôts de stockage, en non-conformité aux dispositions du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- l'absence de mise à jour quotidienne des stocks de matières dangereuses et de mise à jour hebdomadaire pour les autres matières stockées, en non-conformité aux dispositions du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

- l'absence d'un plan, hébergé dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées et permettant de localiser les différences zones de stockage, en non-conformité aux dispositions du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- l'absence d'un état synthétique des matières stockées, en non-conformité aux dispositions du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : «Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La LIEBHERR Mining Equipment SAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est 49 rue Frédéric HARTMANN – 68000 COLMAR, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

- **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel

[...] Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

[...] Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

[...]

2. répondre aux besoins d'information de la population

Un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...]. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état [...].

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. [...] »

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 11 juillet 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD